

L'ENTRETIEN DU MOIS

LA SITUATION GÉNÉRALE EST GRAVE!

Le "vieux" sage parle sans "langue de bois"...

- « L'argent est devenu le but...
au détriment de la vie humaine »
- « L'Europe se disloque sous nos yeux... »
- « Une nouvelle nuit du 4 août se profile... »
- L'agriculture bretonne se délocalise...
- « Le Centre-Bretagne doit prendre en main
son destin... »
- Doux : les raisons d'un quasi naufrage...
- « Notre production laitière est d'une qualité
indiscutable... »
- « On doit reconstruire la société...
en partant de l'homme... ! »

Un entretien avec
M. François Kersulec



« Je ne suis pas né dans un nid douillet, ni n'ai été élevé avec des cailles rôties. Peut-être est-ce une chance?... un handicap quand même. Vacillant, souvent écrasé par le poids d'un milieu lui-même dominé, une formation insuffisante, des pérégrinations professionnelles... j'ai essayé de rendre une copie propre, même si elle est courte. La note, après?... Que ceux qui n'ont rien tenté... » nous a confié M. François Kersulec.

Les années, et les décennies, ne l'ont pas changé !

M. François Kersulec a ce regard vif de toujours, dont les éclats parfois un rien malicieux accompagnent la fulgurance de la pensée et des mots...

L'homme est manifestement à l'image de son propos, à la fois idéaliste – et même, par instants, poète – mais tout autant homme de terrain, car homme de la terre, dans l'âme, le cœur et les mains ; homme de réflexion et d'action ; pétri des convictions humanistes qui ont fondé ses combats et ses entreprises, et que ni les ans ni les échecs ou les succès n'ont entamés.

Si « Regard d'Espérance » a voulu aller pour la troisième fois à sa rencontre – vingt ans après un premier interview – c'est parce que F. Kersulec est un témoin. Sa vie n'est pas seulement une histoire singulière et rare, elle est l'histoire de la Bretagne rurale contemporaine, vécue aux carrefours des phénoménales mutations qui ont fait

passer nos campagnes d'une civilisation à une autre, d'un monde à un autre, à marche forcée : cinquante ans pour franchir deux siècles d'évolution, entre miracle économique et drames humains, rires des uns et pleurs des autres...

Un tel homme a toujours quelque chose à dire, au sens où il y a toujours quelque chose à entendre de lui : les cultures qui ont encore la sagesse d'écouter les « vieux sages » savent que l'histoire éclaire toujours le présent d'une lumière bénéfique...

F. Kersulec fit partie de cette trentaine de jeunes paysans auxquels le gouvernement de Pierre Mendès France avait ouvert les portes des structures nationales : trois années d'une université populaire sans pareille !

D'aucuns devinrent ministre, président de la FNSEA...

Agriculteur, chef d'entreprise dans le bâtiment, responsable syndical, président de grande coopérative (le groupe UNICOPA), industriel dans l'agroalimentaire, maire et président de Communauté de Communes..., il est aujourd'hui retiré des « affaires » mais non de l'analyse et de la réflexion ; ni du travail de la terre !

Voici un interview qu'il faut parfois savoir lire entre les lignes, comprendre à demi-mot, où le non-dit est lourd de signification et l'humour au second degré plein de gravité...

« Des paroles prononcées tantôt dans la perspective d'un Cincinnatus, tantôt dans celle d'un Cyrus » ainsi que nous l'a confié leur auteur.

■ **Vous avez pris un certain recul face à l'actualité et aux événements, dans lesquels vous avez été, pendant des décennies, très engagé.**

L'âge, les épreuves traversées, la volonté de distanciation... vous donnent un autre regard.

Alors que cette rentrée laisse augurer une année particulièrement difficile à maints égards, d'aucuns disent, l'une des plus problématiques depuis les années 30, il nous a paru particulièrement opportun et intéressant de vous interroger à nouveau, nous souvenant des réponses pertinentes que vous avez apportées lors de nos autres interviews...

Comment percevez-vous la situation générale dans notre pays ?

« Je perçois la situation comme difficile, ardue. Un pays qui a voulu faire seul, puis s'associer avec d'autres, et qui ne fait pas le poids face aux pays émergents d'une part, ni surtout aux puissances de l'argent. Seul, ou à travers certains pays, l'argent est devenu le moteur, le mobile, le but, au détriment de la vie humaine.

Je n'ai pas de charretées d'outils pour arrêter ou transformer ce rouleau compresseur. Sinon l'idée que l'on doit changer de carburant. Et y ajouter un peu d'éthique, quand même !

Avec un parcours à la Cincinnatus, loin des « affaires », quel poids a une voix si éloignée que la mienne ? Celui d'un constat partagé et un peu amer quand même : le décalage, le fossé qui se creuse entre les hommes.

Il faut réconcilier le citoyen et le politique, celui-ci vu, bien sûr, dans le sens de la gestion du bien commun. Permettre au citoyen d'être présent et responsable, dans sa profession, sa commune, son pays...

C'est toujours à bâtir ! Mais vite, sinon la casse sera d'autant plus sévère.

Illusion, rêve, utopie... ?

Oui, le rêve est un droit. Le concrétiser pour une société plus juste, un devoir. »

■ **Quel est votre regard sur la crise qui affecte notre pays et l'ensemble de l'Europe ?**

« Je vous répondrai par une anecdote : ma vie a voulu que j'assiste un jour à la présentation du Marché Commun par ses deux fondateurs, Messieurs Monnet et Schuman. C'était à Paris, deux ans avant la signature du Traité de Rome, donc à l'époque de ce qui n'était encore que la CECA : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Nous étions très peu nombreux à assister à cette conférence, où les pères fondateurs défendaient leur « enfant »...

Cet enfant a grandi. Aujourd'hui, les pères de famille ne sont plus là. Et à la table familiale le menu a changé... Et l'Europe se disloque sous nos yeux. Il n'y a plus de « maître de céans ». C'est un peu la débandade... »

■ **Quels peuvent être les développements et issues de cette crise ?**

« Je vois venir la violence.

Le tilleul de la paix planté par un enfant du Moustoir à l'occasion du bicentenaire d'août 1789 a grandi... et il voit grandir de nouveaux privilèges. Des féodalités nouvelles s'installent. Des avantages acquis deviennent scandales : ceux de certains dirigeants de société. Ceux de nombreux sportifs, le cumul des indemnités financières...

L'argent produit de l'argent. Pour nos grands-parents il y a un siècle, il servait à dépanner, ou en cas d'entraide... Il est devenu un monde en lui-même.

Et les « marchés » aux chevaux de Carhaix, les marchés aux bœufs de Châteauneuf, les marchés aux porcelets de Gourin, ont cédé la place au grand « marché » de l'argent. Nous sommes dépassés dans cette nouvelle jungle. Et la discussion avec le marchand local a cédé la place à la soumission : l'argent va à l'argent, il se conforte lui-même. Au lieu de servir, il se sert. Et achète des vignes. Ou des actions en Grèce !

Le marché a pris place dans le langage courant, celui de la bourse... Il a supplanté celui des échanges entre voisins, celui de la « foire » de nos places communales. Il est surtout devenu anonyme dans un monde qui nous isole.

« Cisaillez les corsets de l'injustice... »

Deux siècles plus tard, une nouvelle nuit du 4 août se profile. Ce sera plus difficile. Il n'y a plus de Tiers Etat... non, mais un gros Etat.

Le président et ses ministres se sont fait « Harakiri » de 30% de leurs indemnités. Nos députés pas. Au contraire, plus 30% ont marqué le début de ce nouveau siècle. Une retraite pleine. Des premières classes gratuites. Des billets d'avion, des hôtels, des restaurants. Des limousines. Avec chauffeur... Constat non pas d'antiparlementarisme, mais de l'incompréhension grandissante, et d'un grand « non » en préparation...

L'opulence des uns écrase davantage la misère des autres.

Sans vouloir tout niveler...

Ah ! Si, une chose : la retraite. Les besoins vitaux des uns et des autres sont les mêmes à la retraite. Celui qui a pu thésauriser pendant sa carrière, oui, s'il a payé ses impôts comme les autres. Mais en retraite ! Nos élus devraient installer une REPT : Retraite Egale Pour Tous, un SMIG pour tous à la retraite. Et ce n'est pas créer un privilège qu'au moins en cette époque de repos théorique, nous soyons tous égaux. Alors vive une REPT !

Et, que l'on cesse de courir après les postes, les salaires et les indemnités ! Cisaillez les corsets de l'injustice plutôt que les rubans inauguraux arrosés de champagne.

« Allégeons le système étatique... »

Allégez, allégeons le système étatique, cessons de multiplier, de développer le « millefeuille ». A commencer par le « haut ».

D'abord le Sénat, de Gaulle fut battu là-dessus... Et le Conseil économique et social. Comme pour le Sénat, le citoyen ne participe pas à la désignation de ses représentants. Par contre, il les finance... Ce sont les élus des élus !! On est entre copains et on se coopte ! Alors ne soyez pas trop solidaires « Messieurs et Mesdames les élus » !

Renforcez les régions et les structures où l'homme se retrouve encore. Surtout celles où il se préoccupe de son voisin, le « paumé de la conjoncture », le laissé-pour-compte, celui qui n'a plus de toit ; les associations humanitaires...

Je suis aussi favorable à une diminution du nombre des députés. Nous n'en sommes plus à l'ère des déplacements à cheval ou à vélo, ni à celle où l'on venait aux concours agricoles en sabots de bois... !

Oh ! Bien sûr, il faudra des représentants à Paris, à Bruxelles, mais débarrassés des subventions à allouer, de médailles à remettre, de concours agricoles à présider (etc.), qui pensent à l'avenir des gens, à leurs problèmes, aux différentes régions...

Moins nombreux qu'aujourd'hui mais responsables. Et élus avec une dose équitable de proportionnalité.

Ce ne sont pas les structures les plus lourdes qui sont les plus efficaces... ni les moins onéreuses ! »

■ **Sans passer sous silence les possibles soubresauts et conflits, sociaux en particuliers, quelles incidences ou bouleversements peuvent toucher l'économie bretonne ? Quelles conséquences sont prévisibles pour notre contrée du Centre-Bretagne ? Et que faudrait-il faire pour les prévenir ou y pallier ?**

« Ce qui se passe « là-haut » a fatalement des répercussions dans notre région. Et certains des nôtres ne font peut-être pas non plus tout ce qu'il faut pour se défendre... »

Si l'on revenait à des notions de participation dans le local, non pas seulement au niveau des idées, mais en « se mouillant » dans nos affaires, l'on résisterait sans doute mieux...

Et le Centre-Bretagne serait peut-être moins vite rongé par l'extérieur. L'argent resterait ici...

Car notre épargne – pour ceux qui en ont – va grossir les grandes régions et métropoles. Nous sommes les parents pauvres du système...

Sans réelle volonté d'organisation du pays, de planification, de redistribution, il n'y aura plus de manne à venir, plus de « rennes »... peut-être au mieux quelques biquettes ?

Il reste notre propre volonté de s'organiser. Mais il faut s'y mettre, alors ; prendre l'affaire à bras-le-corps !

C'est ma démarche principale : que les gens se prennent en main, puisqu'il n'y a plus de vraie péréquation au niveau national, ce qui est pourtant l'une des raisons d'être du politique !

C'est pourquoi je suis partisan de l'union dans la bagarre... parce qu'il faut parfois se battre. »

■ **Vous avez vécu la révolution agricole qu'a connue la Bretagne en un demi-siècle, avec ses phénoménales mutations, ses crises, ses brillantes réussites... Où en est-on aujourd'hui de cette profonde transformation ?**

« Elle va se poursuivre, toujours pour les mêmes raisons : la domination de la finance dans le monde, et l'entrée dans la mondialisation... Qu'on l'accepte ou qu'on ne l'accepte pas. Cela va continuer. Et ce n'est pas être défaitiste que de le dire.

Les griffes de l'ogre vont se resserrer davantage.

Pendant mon temps d'activité, l'on a assisté à la disparition de la plus grande partie de la population agricole : elle est passée d'une part de 27% de la population globale à l'époque où je m'installais, à 3% aujourd'hui. Je pense que cette évolution va se poursuivre, malheureusement. Sauf redressement phénoménal, je ne vois pas ce qui pourrait l'empêcher.

Plus de 40 % de la production porcine a disparu. La volaille a de graves problèmes... Et, nous ne sommes pas forcément une région céréalière...

Que va-t-il rester de toutes nos exportations quand en 2013 – demain – on va supprimer les aides aux exportations? Que vont devenir tous ces producteurs, et les quelques « pourcents » de la population agricole restante ?

Nous ne voulons pas être des assistés, mais on nous oblige à entrer dans une mondialisation dont je vois les méfaits pour nos régions...

Nous serons tributaires de décisions qui ne seront pas prises ici, de Chinois qui viennent investir ici pour décider là-bas, de la viande brésilienne d'un groupe volailler breton, du manque à gagner des paysans pauvres du Tiers-monde, que l'on fait travailler pour pas grand-chose... Et nous sommes obligés de nous aligner sur les prix; pas encore sur leur misère... Cela viendra-t-il ?

Le rouleau compresseur de la mondialisation...

Je ne crois pas à un nouveau développement de la population au travers de nos productions. Pour avoir vécu des cas difficiles ici dans ma commune – pour m'être battu, avoir temporisé face à des huissiers et gendarmes afin de trouver des solutions pour des « paumés de la conjoncture » – je sais qu'on peut le faire. Ce sont des sursis...

Mais le rouleau compresseur est tel, que je suis – non pas pessimiste – mais réaliste, sur ce point-là.

J'ajouterai que, dans la coopération de notre jeunesse, ce que nous avons voulu, c'était implanter des coopératives – ou les défendre – parce que là où étaient ces coopératives, là étaient les hommes.

Et comme ils étaient participants à la gestion de leur coopérative – le terme actionnaire est mauvais – elle était implantée dans leur région.

Aujourd'hui, les coopératives s'implantent dans d'autres régions – y compris dans le Tiers-monde. On trouve des coopératives bretonnes en Russie... Mais c'est la production d'ici qui s'en va là-bas !

Quand le centre de décision s'en va, et quand les prix sont arbitrés à l'étranger, je ne vois pas comment on peut tenir ici, sauf pour des « niches » et pour un nombre d'agriculteurs qui va se limiter encore davantage. »

■ ***Vous avez présidé aux destinées d'UNICOPA, devenu Entremont Alliance, dont le site de Carhaix a traversé de graves difficultés et reste très menacé... Quelle est votre analyse – à grands traits – de ce quasi naufrage ?***

« J'ai présidé UNICOPA pendant quelques années. Il me faudrait un livre pour écrire cette brève histoire. Un jour peut-être. Mais quand même... UNICOPA n'était pas qu'une affaire laitière. Les productions dominantes étaient la volaille, le porc, les légumes, l'appro...

Nous avons là les ingrédients de ce que vous appelez ce « quasi naufrage ». La gestion eût dû être par produit. Et quand le lait « gagnait » plus d'un milliard (de centimes) ne pas aller systématiquement boucher le « trou » de la volaille, et laisser d'autres productions suivre la même mécanique.

Il en fut ainsi (cela a-t-il changé ?) de plusieurs groupes économiques.

Les producteurs étaient spécialisés, il eût fallu spécialiser les filiales. Elles se seraient mieux battues. Et auraient sans doute mieux réussi.

Le rôle d'UNICOPA (et de ses coopératives) n'était pas de faire la péréquation des revenus de ses producteurs. Je n'ai pas réussi à mettre cela en place. C'est une responsabilité.

Dans la lutte des hommes dans une hiérarchie et une structure telles, je n'ai pas su bien choisir les hommes : autre responsabilité.

Une autre encore d'avoir démissionné... Mais là, c'est

un autre problème, et une autre histoire ! »

■ ***Comment voyez-vous les perspectives de reprise d'une activité sous l'égide d'investisseurs chinois ?***

« La force des coopératives et de la coopération était d'être implantée dans un territoire. Maintenant qu'elle va planter des billes dans d'autres pays, elle suit simplement les « délocalisateurs ». Elle entre dans le processus de la mondialisation. En se soumettant à ses règles de marché. Et quand les centres de décision sont à des milliers de kilomètres qui sera le « colonisé » ?

Sans doute, dans la balance, je choisirais la somme du travail des producteurs et des salariés, avec un financement, s'il le faut. Et même un financement extérieur plutôt qu'aucun, et alors avec regret. Mais on ne vit pas de regrets... »

■ ***Quelles forces conserve le bassin laitier centre-breton ?***

« Il y a 70 ans, notre force était la force de nos doigts tirant sur les trayons de la mamelle des vaches...

Puis la force du lait devenant crème refroidie à la fontaine la plus proche ou dans le puits...

Puis, des négociants et des coopératives qui transforment le lait en poudre, fromages, etc.

Cette force, gardons-la. Elle a été perfectionnée. On ne se contente plus de traire à la main, mais on cherche à bien peser son troupeau. A mieux vendre.

C'est la richesse de la production laitière. Une production de qualité indiscutable. Avec des producteurs compétents. A moins de déplacer ceux-ci dans les toundras mongoles, le lait restera là ! Avec moins – ou davantage – de producteurs. »

■ ***« L'affaire Doux » : comment le paysan, l'industriel, l'ancien président d'UNICOPA, l'homme politique, que vous êtes analyse-t-il cette redoutable évolution ? Comment et pourquoi en est-on arrivé là ? Que faudrait-il faire aujourd'hui ? Comment éviter de telles issues à l'avenir ?***

« Je laisse aux responsables en place le soin de répondre et de trouver des solutions. Ce serait trop facile de jouer les donneurs de leçons (même en idées) quand on a débrayé...

Mais j'admettrai le travail réalisé. Ce n'est quand même pas rien d'avoir cela chez nous !

Et si faites il y a eu, reprendre ou laisser reprendre pour tenter de faire mieux.

S'y coltiner soi-même plutôt que de vouer l'autre aux géhennes !

Et s'il faut y mettre de l'argent, et de soi-même, pourquoi pas ?

Jo Briand, maire de Pleucadeuc dans le Morbihan nous expliqua il y a trente ans comment il suscita une épargne populaire pour garder dans sa commune, les établissements Guyomarch à l'époque (qui devint Doux) et du travail pour les jeunes. Depuis, des familles ont vécu là-bas grâce à cette initiative. Une idée... Une réalisation...

Ce qui se passe chez Doux se passe aussi ailleurs. L'ouvrier fait ce qu'on lui confie à faire. Il essaie de sauvegarder son travail. Le producteur de volailles reçoit ses poussins quand on veut bien lui en donner. Il paie le gaz, l'aliment... et perd son travail dans une liquidation ! C'est un salarié déguisé...

« Des salariés déguisés, sans responsabilités... »

J'ai vu, il y a vingt ans, dans le sud-ouest, des producteurs de légumes à qui il était alloué une somme forfaitaire par hectare de production. Ils ne décidaient de rien. Pas de date de semis, d'arrosage, de traitement, de récolte... pas de risque non plus. Sauf regarder pousser les légumes : loueur de terre sans bail. Salarié déguisé. Sans responsabilité !

Le nombre des hommes non responsables se développe. Et va se développer.

Devant cela, les compétences économiques des collectivités locales méritent réflexion ; pour le moins... Compétences économiques des collectivités vues dans le sens de l'économie politique, c'est-à-dire citoyenne.

Les entreprises locales survivent d'autant mieux si elles sont soutenues par les différents acteurs. Et si les différents échelons de responsabilité les soutiennent.

La Communauté des Communes du Poher est bien propriétaire d'une partie d'OTOR. Du moins de ses bâtiments. Et elle contribue ainsi à développer le tissu économique de notre territoire. Cela peut prendre du temps. Deux ans furent nécessaires pour une simple dotation aux jeunes agriculteurs, autant, sinon plus, pour créer une piscine, de nouvelles zones d'activités, une maison des services publics... »

■ **Au-delà de l'agriculture, quelle sera demain la place de la Bretagne au sein de l'Europe ?**

« Elle n'aura pas de place dans l'Europe telle qu'elle est actuellement. Mais dans une Europe bien construite, elle aura une grande place.

La région a un rôle important dans la vie de la cité. C'est un échelon de proximité, de rencontres possibles, de décisions intéressantes... Un échelon qui en balayera d'autres, je pense.

C'est une décentralisation territoriale intéressante pour la gestion de l'Europe.

Le problème est la centralisation de l'Etat français. Et on retrouve ce problème à tous les niveaux désormais : tout part d'en haut...

On doit reconstruire cette société, mais en partant de l'homme à la base ; et de l'homme responsable à tous les niveaux.

Il n'y a plus de Plan (Planification) en France. Il faut en définir un en Bretagne. Il n'y aura plus de nouveaux Citroën à Rennes, mais tous les efforts visant à donner un autre visage dynamique de la Bretagne (« Produit en Bretagne », la mer, le courage...) sont à encourager. »

■ **Maire, Président de Poher communauté, chef d'entreprise... Vous avez été un décideur et un acteur au cœur de la vie politique et économique de notre contrée. Quelles analyses et réflexions vous inspire, de manière générale, son évolution actuelle ?**

« D'avoir été maire m'a permis de défendre la survie de paysans, de familles... en difficulté. Ce faisant de contribuer à maintenir la vie sociale dans notre région. Même si c'était parfois des combats d'arrière-garde.

Les maisons isolées de notre paysage rural valent tous les jours les maisons de retraite. Même si celles-ci ont toujours leurs portes ouvertes. Une maison, un commerce... dans le Poher, entourés de fermes, d'artisans, ça vaut une résidence secondaire à la côte. Du moins en termes de vie sociale.

Et « les sous » investis dans la pierre peuvent contribuer à tisser un canevas de vie chez nous, au lieu de creuser un désert de vie là-bas, dix mois de l'année. Ils maintiendraient la vie ici.

« Il faut transcender la revendication partisane... »

Il faut transcender la revendication partisane, voir au-delà de son talus et travailler au-delà des clivages professionnels et politiques. Dans nos communes, les femmes et les hommes sont élus sans veste verte ou « bleu de chauffe », sans « nœud pap » ou bottes de travail. Et ils font les meilleurs scores aux élections. Là se trouve l'échelon de participation à portée du citoyen. Là, au plus près des problèmes des gens, il n'y a plus de chouans... Il y a des femmes et des hommes vivants dans un territoire.

Rebâtir cette cellule locale, pour réaliser, ensemble, à de nombreux échelons de la structuration de notre pays, me semble répondre à un besoin des hommes d'un territoire où

la notion de collectivité locale, territoire, est aussi – sinon plus – forte que celle de profession. Chacun se « battant » dans son syndicat, son association, par ailleurs.

Idée farfelue ? Non ! Aucune catégorie professionnelle ne peut l'emporter, s'imposer, seule. Quelques avantages arrachés peut-être ? Mais la cité de demain ne peut plus être celle des corporations, mais celle du citoyen. Du citoyen dans le sens de l'homme responsable, donc formé, informé. Du citoyen qui, quelle que soit sa profession, et parce qu'il est d'une région, garde les pieds sur terre, et entend avoir la tête dans les salles de décision.

« Un monde à rebâtir ? ... »

Monde à rebâtir ?

Chez « Doux », les « intérêts » du ramasseur de volailles rencontrent ceux du chauffeur qui les amène à l'usine, ceux des ouvrières à la chaîne. Ceux des « propriétaires » des bâtiments d'élevage rencontrent ceux des « propriétaires-décideurs » de l'usine... Il existe des situations où, au niveau d'une région, la vie doit être partagée...

Quand commerçants et paysans, artisans, industriels, ouvriers, se réunissent le pays avance.

Le dernier siècle fut celui des corporations, puis de la finance. Il faut bâtir celui du citoyen. »

■ **Comment jugez-vous, plus particulièrement, l'évolution du « Pays » COB ? Que faudrait-il faire pour lui donner un nouvel élan, ou simplement garantir sa pérennité ?**

« J'ai déjà dit qu'il faut simplifier le tissu de la représentation. On a bien supprimé les SIVOM...

Dans le fatras de nos structures, ce que l'on appelle parfois le « millefeuille » français, le « pays » est un peu une amicale « d'élus-désignés » : il n'y a pas d'élections directes...

En outre, il réunit des gens de Gouézec ou Lopérec à Guéméné, qui n'ont pas assez de choses en commun. Les problèmes ne sont pas les mêmes... et on ne parle pas le même breton ! Guéméné a plus en commun avec Pontivy, me semble-t-il, qu'avec Carhaix...

Autant j'ai été partisan de ce « pays » et autant j'ai milité pour lui, autant je pense – avec le recul – qu'il faudrait aujourd'hui conforter le pouvoir de la Région, et créer une sorte de Conseil Economique régional désigné par les forces vives, doté d'une réelle capacité de prises de décisions importantes. »

■ **Lors du dernier interview que vous avez accordé à « Regard d'Espérance » – en janvier 2000 – vous regrettiez que les communes de Treffrin, Trébrivan, Plévin, voisines de celles du Moustoir, n'aient pas suivi cette dernière dans son adhésion à la Communauté de Communes du Poher, franchissant la frontière départementale... Aujourd'hui, elles font l'analyse que vous faisiez alors ; que vous inspire cette nouvelle orientation ?**

« J'ai toujours le même point de vue. En ajoutant Tréogan. A moins que ses élus ne préfèrent Gourin dans le Morbihan. Ce ne serait pas étonnant. Mais je respecte la décision des élus. Même si à l'époque la passion l'emporta sur le bon sens. Et si le vote fut plus passionnel que politique...

Il faut parfois savoir dominer la passion, quand l'avenir des territoires est en jeu... Là, c'est le « vieux » qui parle. »

■ **Quel avenir voyez-vous se dessiner pour « Poher-Communauté » et quelles sont les conditions d'un avenir serein ?**

« L'avenir me semble bon. Mais qu'elle ne s'enfle pas de trop... Les « grand-pères » préconisent des régimes ! »

■ **Voici quelques semaines vous participiez aux moissons... L'agriculteur que vous avez été n'a donc jamais pris sa retraite de « la terre », et reste « paysan » dans l'âme ?**

« Celui qui s'arrête se fatigue ! »

■ **Que vous apportent aujourd'hui les travaux des champs ?**

« Le grand air et la pluie ! »

■ **Et l'homme très actif et engagé que vous êtes a-t-il trouvé dans la retraite le temps de se consacrer à « autre chose » ?**

« Oui, il y a toujours à faire ! De l'entretien. Un muret à créer... Rencontrer des amis, chez eux, dans leur ferme, dans leur vigne...

Voir mes enfants et petits-enfants grandir et, le dimanche, chanter et manger à la table familiale...

Enterrer nos morts. Cela prend du temps aussi. Mais c'est dans la tradition de chez nous. Même s'il n'y a guère plus que des cheveux blancs aux cérémonies !

Un polar, un roman historique, un match de foot. Rien d'exceptionnel.

Que du « normal » !! »

■ **Vous avez exercé divers métiers, différents mandats électifs et responsabilités – syndicales, associatives... – quels moments ou expériences de cette vie dense demeurent à vos yeux les plus riches ?**

« Le début de chaque mandat. Imaginer, créer, était fort ! De même, les combats collectifs. »

■ **En accumulant les ans et les expériences, on songe souvent au passé et à ce qu'il aurait pu être de différent si... et l'on refait en pensée son parcours et son existence.**

Si vous aviez la possibilité de tout recommencer, à la lumière des expériences réalisées, des épreuves, déceptions, regrets... mais aussi des joies, des satisfactions, du sentiment du travail accompli... quelles sont les lignes de vie, et les bases d'action que vous conserveriez et celles, peut-être, que vous auriez modifiées... ou abandonnées ? Referiez-vous comme autrefois ?

« Je suis parfois cassant. Je me nourrirais donc de roseaux et délaisserais l'avoine. Mais sur le fond, je resterais moi-même. Les pérégrinations de la vie m'ont fait zigzaguer sur la route. Sans le GPS pour me dire de changer de voie...

Comme tout un chacun, j'ai mon passé.

Parfois seul, souvent en équipe j'ai essayé – mais pas toujours réussi – de faire avancer les choses avec la préoccupation de l'homme, centre de l'action menée. Je ne pleure pas ce passé. Sinon ce qui n'a pas abouti.

Ce qui me révolte, c'est de voir certains s'appropriier le passé des autres, en ronchonnant et « suçant les roues ».

Ce qui me mine, c'est de ne pas avoir assez fait. A ma décharge, je ne suis pas né dans un nid douillet, ni n'ai été élevé avec des cailles rôties. Peut-être est-ce une chance ?... un handicap quand même. Vacillant, souvent écrasé par le poids d'un milieu lui-même dominé, une formation insuffisante, des pérégrinations professionnelles... j'ai essayé de rendre une copie propre, même si elle est courte. La note, après ?... Que ceux qui n'ont rien tenté...

Voler le passé ne crée pas l'avenir !

Je voudrais encore faire bien des choses. Mais il y a des os cassés, plusieurs fois, le bistouri qui a labouré les chairs, la mémoire qui continue à m'embêter... »

■ **Vous vous êtes âprement battu pour la survie de notre contrée – et une vie meilleure pour ses habitants – quelle parole d'espoir adresseriez-vous aux Bretons, et aux Bretons du Centre-Bretagne, plus particulièrement ?**

« La parole d'espoir que j'adresserais ? Oh ! là, là : une parole d'exigence... et d'Espérance.

Je dirai à mon ami d'être lui-même. Il le deviendra en se

respectant, en étant acteur et responsable de son futur. Avec tous ses amis. Avec des adversaires. Ensemble définissant et mettant en place la société souhaitée. Pierre après pierre.

Ami, ce n'est pas le haut de la pyramide qui doit penser pour toi. Ce n'est plus à l'élite intellectuelle, financière... de penser et d'agir, seule, pour toi. Sinon tu laisses perdurer le système.

Aie des projets, prends des risques. Tu te « casseras la gueule ». Les médecins et les vrais copains te la reconstitueront. Retrouve-les dans des associations, dans des groupements, des syndicats. Avec eux, propose, bats-toi. Sois « responsable de ta rose » !

Avance en innovant. Ce sera difficile. Mais au « pessimisme de l'intelligence », j'ajoute avec Gramsci « l'optimisme de la volonté » !

Des cultures nouvelles germent dans les jachères. Et chaque plante a des racines ; favorise leur épanouissement. Et tu bâtiras un pays nouveau.

Rêves, encore ? Non, au pied du mur. Je suis réveillé... »

(Entretien recueilli par Samuel Charles)